

PRÉFET DE LA SARTHE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Le Mans, le 1er avril 2021

Unité Inter-Départementale Anjou Maine

Nos réf. : 2021-113_BSN MEDICAL SAS_AUTO_RAP

Affaire suivie par Emilie BRISORGUEIL et Marie TESTE
emilie.brisorgueil@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.72.16.42.25 – Fax : 02.43.87.00.58

Rapport de l'inspection des installations classées

Autorisation environnementale unique

Phase de décision

Société : BSN MEDICAL SAS Commune : VIBRAYE N° S3IC : 063.01139	
Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant : 29/01/2020, complété le 9/07/2020	Situation de l'établissement : <input type="checkbox"/> En projet <input type="checkbox"/> En fonctionnement
Portée de la demande : <input type="checkbox"/> Nouveau projet (établissement nouveau) <input type="checkbox"/> Extension - Modification <input type="checkbox"/> Régularisation <input type="checkbox"/> Prolongation / renouvellement	
Type de demande et champs réglementaires couverts par la demande : <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – article L.181-1-2° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) – article L.181-1-1° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 <input type="checkbox"/> Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) <input type="checkbox"/> Agrément pour le traitement de déchets <input type="checkbox"/> Autorisation de défrichement <input type="checkbox"/> Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des obstacles à la navigation aérienne pour les projets éoliens <input type="checkbox"/> Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (GES) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles (articles L.332-6 et L.332-9) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement (art. L.341-7 et L.341-10) <input type="checkbox"/> Déclaration ICPE <input type="checkbox"/> Déclaration IOTA <input type="checkbox"/> Dérogation espèces protégées/protection faune et flore (article L.411-2) <input type="checkbox"/> Enregistrement ICPE	

<u>Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) :</u> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé <u>Priorités d'actions :</u> <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)	<u>Régime futur de l'établissement :</u> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé <u>Dossier comprenant une :</u> <input type="checkbox"/> Étude d'impact <input type="checkbox"/> Étude d'incidence (suite procédure 'cas par cas')
---	---

1. Enjeux du projet

Le projet et ses enjeux sont décrits de façon détaillée dans la note de présentation figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant (consultable sur la plate-forme ANAE).

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

1.1. Les enjeux principaux du projet

Le site BSN MEDICAL fabrique des bandes adhésives et plâtrées pour le secteur médical et envisage la fabrication d'un nouveau produit (LEUKOTAPE K). Le groupe ESSITY à lequel appartient BSN MEDICAL a choisi le site de Vibraye pour ce produit dû à la présence des machines et du savoir faire déjà existant.

Les bandes sont fabriquées à partir de masses (à base de caoutchouc) et de solvants, l'enjeu principal du site sont les émissions de COV. Le projet engendra une augmentation de ces rejets atmosphériques.

1.2. La compatibilité aux documents d'urbanisme

Le site BSN MEDICAL se situe en zone Uz et N du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vibraye. Le projet faisant l'objet d'une extension se trouve en zone Uz et est compatible avec le PLU.

2. Classement des installations

Avant le décret n°2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations du site BSN relevaient du régime de l'autorisation pour la rubrique principale 2940. Suite à ce décret les installations relèvent du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2940.

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévue à l'article L.512-7 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Région	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2940.2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kilogrammes/jour	Bandes élastiques : 3,9 t/j Bandes cohésives : 0,45 t/j Adhésifs : 10,2 t/j Bandes plâtrées : 39 t/j TOTAL : 53,6 t/j	E	1 km	(b) et (d)
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	2 tours aéro-réfrigérantes : 2045 kW et 989 kW TOTAL : 3034 kW	E		(b)
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m3 mais inférieur ou égal à 20 000 m3.	1900 m³	DC		(b)
1978	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an 16. Revêtement adhésif, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an 18. Conversion de caoutchouc, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an	5) essence pour le nettoyage des métiers à enduire : 50 t/ an 16) consommation d'essence : 70 t/an 18) essence cumulée utilisée dans les masses fabriquées à partir de caoutchouc : 650 t/an	D		(a)
2564.1	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques , à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	2 salles de lavage à l'essence : 926 l TOTAL : 926 l	DC		(b)

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régi-me	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3.	200 m³ (130 t)	D		(b)
2910 A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2 chaudières gaz de 3,1 MW et 3,8 MW 1 groupe électrogène de 0,79 MW 2 chaudières (gaz) : 0,13 MW TOTAL : 7,8 MW Chaudière de 3 MW : DC Chaudière de 3,8 MW : DC Groupe électrogène : NC 2 chaudières : NC	DC		(b)
2925.1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	65 kW	D		(b)
4130.2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	4,2 t (masse adhésive acrylique)	D		(b)
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Adhésifs : oxyde zinc 19t ammoniac : 0,05 t Autres : extrait de javel : 0,9 t Recettes : Oxydes de zinc : 8,8 t TOTAL : 30 t	DC		(b) et (d)
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	120 t	DC		(b) et (d)

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime	Situation administrative *
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	1 forage	D	(b)
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an	47 518 m³/ an	D	(b)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface imperméabilisée : 11 ha	D	(b)

* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (c) et (d).

Le site est concerné mais non classé pour les rubriques ICPE : 1185 (132 kg), 1532 (673 m³), 2661-2 (1,8t/j), 2925-2 (1,54 kW), 4331 (13t), 4734.2 (2,4 t), 4741 (<1t).

Le site est concerné mais non classé pour la rubrique IOTA : 2.2.1.0 (23,8 m³/j)

Le site ne répond à la règle de cumul des rubriques 4000 et n'est pas classé Seveso, ni IED.

Le site BSN MEDICAL a été autorisé en 1999 au titre de la rubrique 2940 à rejeter à l'atmosphère 65 tonnes de COV. En 2010, suite à un bilan décennal, une adaptation des prescriptions par arrêté préfectoral complémentaire (sans enquête publique) autorise le rejet de 130 t de COV (dont 72t de COV non spécifiques et 58t de dichlorométhane).

Une demande d'examen au cas par cas a été déposée et en application du R122-3 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral n° 2019-0170 du 25/07/2019 notifie la dispense d'une réalisation d'étude d'impact pour ce projet.

Le projet va induire une extension d'un bâtiment et une augmentation de l'utilisation de solvants, se traduisant par une augmentation des émissions de COV, considérée comme substantielle au titre de l'article R181-46 du code de l'environnement. En effet, la dernière procédure d'autorisation avec enquête publique a abouti à une autorisation de rejets atmosphériques de 65 tonnes de COV, et suite à des modifications de prescriptions les émissions autorisées en COV sont de 130 tonnes actuellement. Le projet en lui-même va engendrer des rejets en COV de 8,5 tonnes, aussi en considérant le cumul depuis la dernière enquête publique l'augmentation est de 73,5 tonnes de COV soit 113 % d'augmentation : la modification est considérée comme substantielle.

3. Prévention des risques chroniques et des nuisances

3.1. Prévention des rejets atmosphériques

Le site est principalement générateur de COV dont le dichlorométhane.

Cinq principaux points de rejets atmosphériques existent, le point de rejet impacté par le projet est le point n°3.

Emissaires	Activité	Bâtiment/installation	Substances émises
1	Bandes élastiques adhésives à base essence et bandes rigides adhésives	Installation de récupération des essences	Essence (hexane et heptane) COV
3	Bandes élastiques adhésives à base acrylique	1117	COV Acétate de vinyle et acétate d'éthyle
9	Bandes plâtrées	1421 (installation de traitement)	Dichlorométhane
1105	Bande élastique cohésive	1105	NH3
2 cheminées	2 chaudières	1406	NOX

Actuellement les rejets des activités des bandes adhésives à base essence et plâtrées font l'objet d'un traitement par charbon actif (point 1 et 9). Le traitement par charbon actif est associé à une unité de récupération des solvants avec un rendement de 92 % tous solvants considérés et de 99 % pour les essences et le dichlorométhane. Les rejets des bandes adhésives à base acrylique ne sont pas traités car les substances rejetées ne sont pas compatibles avec le système de traitement.

Les concentrations rejetées en essences (hexane et heptane) sont nettement inférieures à la valeur limite autorisée de 150 mg/m³ (28,9 mg/m³ en moyenne).

Le projet n'aura pas d'impact sur les rejets en dichlorométhane, Les concentrations rejetées en dichlorométhane sont en moyenne de 11 mg/m³ pour une concentration autorisée de 20 mg/m³ lorsque le flux est supérieur à 100 g/h conformément à la réglementation en vigueur.

Les émissions autorisées des COV ne passant pas dans l'unité de traitement sont de 10 tonnes (solvants à base acrylique). Les rejets actuels sont de 4,5 tonnes.

Selon le schéma de maîtrise des émissions et le plan de gestion de solvants des émissions 2018, les émissions de composés organiques volatils (COV) représentent 47 tonnes (pour 72 tonnes autorisées) dont 34 tonnes de diffus. Le facteur d'émission (quantité émise sous forme canalisée et diffuse) annuel de 9,75 % est respecté. A noter que pour les émissions 2019 sont en légère hausse.

Afin de gérer les substances soumises au règlement REACH (autorisation ou restriction), l'exploitant analyse les substances contenues dans les produits. Si une substance est concernée, un plan d'action est défini pour la substitution de la substance.

Le principal composé à phrase de risques (solvant halogéné à mention de danger H351) utilisés sur le site est le dichlorométhane. Les émissions représentent 25 tonnes en 2018. Le facteur d'émission annuel de 2,5 % est respecté. Les émissions en dichlorométhane ont diminué en 2019.

En 2018, sur les 212 jours de fonctionnement de l'installation de traitement des COV, seul le facteur d'émission pour le mois de juin 2018 a été dépassé (25 % pour 20 % autorisé). Concernant les rejets en dichlorométhane, sur les 170 jours de fonctionnement, aucun dépassement du facteur d'émission mensuel n'a été constaté. Aucun dépassement en 2019 n'a été constaté.

Entre 1999 et 2018, les émissions du site ont diminué de 65% grâce notamment à la substitution de vernis à base de solvant, l'utilisation de la pulvérisation sur les machines de découpe et une meilleure maîtrise de l'encollage en production.

Afin de limiter à la source les COV, les actions principales suivantes ont été engagées :

- installation d'une unité d'absorption pour le traitement et la récupération des COV et du dichlorométhane,

- lits de charbon actif refaits régulièrement (2004, 2010, 2013, 2016, 2020) pour le dichlorométhane et en 2014 pour les COV non spécifiques,
- recherche de substitution du dichlorométhane mais les essais ne sont pas concluants au niveau de la qualité.

Concernant les émissions du projet, il sera générateur de rejet d'acétate de vinyle et selon les prévisions de l'exploitant les émissions en COV sont estimées à 10,5 tonnes/an d'ici 5 ans. L'acétate de vinyle étant un solvant à base acrylique il ne peut pas passer dans l'unité de traitement.

La quantité rejetée liée à la production du nouveau produit LEUKOTAPE K est estimée lors du fonctionnement de l'atelier à 27 kg/h, ce qui correspondrait à un dépassement de la valeur limite réglementaire si l'atelier fonctionnait toute l'année. Sachant que la production sera de 8h/semaine soit 392h lissées sur une année, une évaluation des risques sanitaires (basée sur une exposition à 8760h) pour démontrer que le projet n'engendrait pas d'augmentation des risques a été réalisée par l'exploitant (cf § 3.6).

Avec le projet les émissions globales ne passant pas l'unité de traitement seront d'environ 15 tonnes/an, l'exploitant demande une autorisation de 18,5 tonnes.

L'exploitant a mis en place un système d'autosurveillance sur les installations de traitement. Les données d'autosurveillance sont transmises chaque mois à l'inspection accompagnées des actions mises en œuvre en cas de dérives des résultats. Sur l'année 2018, 5 jours ont eu des rejets non conformes en dichlorométhane et 9 jours en essence, à noter que le nombre de jours non conformes n'est pas équivalent en minutes, à titre d'exemple en 2019, 234 min de rejets non conformes ont été observés sur 7 jours. Lors de ces dépassements l'exploitant met systématiquement en place des mesures pour limiter leurs ampleurs, durées et impacts, et pour éviter que les situations ne se reproduisent. Cette autosurveillance sera maintenue.

L'autorisation actuelle de rejet des COV est de 72 tonnes/an incluant 10 tonnes de COV non traités. L'inspection propose de conserver cette limite maximum de 72 tonnes incluant 18,5 tonnes de COV non traités.

Les installations étant sources de COV, des dispositions en cas de pics d'ozone seront intégrés dans le projet d'arrêté complémentaire.

3.2. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Selon le dossier remis, le site est alimenté en eau par un forage, le réseau eau de ville et la rivière la Braye bordant le site à l'est et au sud. Le réseau d'eau de ville est utilisé pour les sanitaires.

L'eau du forage et de la Braye est utilisée pour les activités de process de fabrication (vapeurs d'eau de la chaufferie) à hauteur maximale respective de 430 m³/j et 520 m³/j soit un total de 950 m³/jour. La consommation annuelle est de 62 213 m³ en 2018 (66 700 m³ en 2019). Les dispositifs d'alimentation en eau sont munis de compteurs et de disconnecteurs.

Les points de rejets des eaux industrielles sont les suivants :

- 1 point de rejet des eaux provenant des utilités (tours aéroréfrigérante, chaudières, adoucisseurs),
- 2 points de rejet provenant de l'installation de récupération des essences et de l'installation de récupération du dichlorométhane. Les rejets de l'installation essence (EU1) sont traités par une installation de microbullage puis rejetées vers le réseau communal d'eaux usées (convention collective). Les rejets en dichlorométhane (EU8) sont traités par stripage puis rejetées vers la Braye.

Une autosurveillance est en place sur les deux points de rejets des installations de récupération des solvants. Les données sont transmises mensuellement à l'inspection accompagnées des actions correctives le cas échéant. Différents paramètres (DCO, DBO et autres polluants tels que dichlorométhane, zinc, cuivre, nonylphénols...) sont réglementés et surveillés. Selon la directive cadre sur l'eau et l'arrêté du 24 août 2017, les eaux rejetées ne doivent plus contenir de dichlorométhane avant fin 2021, par ailleurs les valeurs limites des paramètres sont globalement respectées hormis quelques dépassements essentiellement sur le point de rejet de l'activité bandes plâtrées en cuivre, DCO et DBO5 : l'exploitant s'engage à mettre en place des actions correctives en recherchant une solution de traitement complémentaire.

Conformément à l'arrêté du 24 août 2017, l'exploitant s'est positionné sur les substances caractéristiques du secteur d'activité et autres substances spécifiques devant être surveillées : l'autosurveillance devra être complétée (azote, phosphore, cuivre, zinc, nickel...). Concernant les rejets en macropolluants vers la STEP, cette dernière a un rendement de plus de 95 %, les valeurs limites actuelles seront conservées.

Toutes les eaux pluviales y compris celles des zones susceptibles d'être polluées (eau de ruissellement des zones imperméabilisées et toitures) sont traitées par 3 séparateurs à hydrocarbures avant d'être rejetées dans le bassin des eaux incendies ou la Braye.

Le projet ne modifiera pas la consommation d'eau et n'engendrera pas de rejets d'eaux industrielles supplémentaires car les machines de fabrication et d'enduction qui seront utilisées sont déjà en place et la production se fera en alternance avec d'autres produits. Concernant les rejets d'eaux pluviales, le projet va générer une surface imperméabilisée supplémentaire d'environ 190 m² sur une surface imperméabilisée globale de 109 537 m².

L'exploitant a démontré la compatibilité avec le SDAGE 2016-2021 du bassin Loire Bretagne et du SAGE Loir. Le site est principalement concerné par les objectifs de réduction de pollution organique, de maîtrise des pollutions dues aux substances dangereuses et de maîtrise des prélèvements en eau.

À ce titre, les propositions de l'exploitant en cas de sécheresse et l'autosurveillance complétée des substances dangereuses déjà en place sur le site permettront de répondre aux objectifs du SDAGE.

Par ailleurs la Braye étant un milieu sensible, l'exploitant prévoit une étude hydraulique pour la gestion globale des eaux (y compris parking) du site. Cette étude technique et économique sur la gestion des eaux pluviale, incluant une étude de nappe et les actions à mettre en place pour être en conformité avec la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature eau, sera transmise au préfet dans un délai de 2 ans.

3.3. Prévention de la pollution des sols

L'établissement n'est pas IED. Depuis 2003, il n'y a pas eu d'accident pouvant engendrer une pollution de sols. Auparavant des débordements de cuves ou renversement de fûts ont eu lieu et ont été maîtrisés ou sans conséquence majeure selon l'exploitant.

Les produits susceptibles de créer une pollution sont sur rétention et/ou sur une surface imperméabilisée. Les opérations de dépotage se font sur rétention et sous surveillance. Des dispositifs en cas de déversements accidentels sont présents.

3.4. Production et gestion des déchets

Les déchets non dangereux produits par le site sont des cartons, papiers, plastiques.. Les déchets dangereux sont des solvants non chlorés, des eaux de lavage (latex acrylique), masses adhésives formulées...

L'exploitant a évalué la compatibilité du site et du projet avec le plan régional de prévention et de gestion des déchets. Pour les déchets dangereux, des actions sont en cours pour que la reprise de ces déchets soit faite au niveau de la région (région Bretagne actuellement).

3.5. Prévention des nuisances

Sur la base des mesures réalisées sur le site et des mesures initiales dans l'environnement, l'exploitant indique que les niveaux d'émergence limite dans les zones réglementées sont respectés notamment au niveau des maisons les plus proches du site. L'exploitant indique que le projet n'engendrera pas de nouvelles nuisances sonores dû à l'absence de nouvelles machines de fabrication.

Concernant les transports, le projet engendrera 4 à 5 livraisons supplémentaires par an, ce qui est négligeable. Les produits finis sont stockés sur un autre site, l'impact est donc considéré comme faible.

3.6. Évaluation des risques sanitaires

L'évaluation de l'impact sur la santé des populations est réalisée de manière quantitative sur la base des émissions de COV autorisées et prévues avec le projet.

Une évaluation des risques sanitaires réalisée en 2005 a été mise à jour en prenant en compte le nouveau projet. Néanmoins les scénarios de dispersion du dichlorométhane ont été actualisés avec les nouvelles VTR (valeurs toxicologiques de référence) et les scénarios de dispersion des essences ont été réévalués pour prendre en compte la VTR de l'acétate d'éthyle et du n-hexane.

L'étude initiale a été réalisée sur la base d'une modélisation et des mesures dans l'environnement ont montré que les concentrations réelles proches du site étaient inférieures aux concentrations modélisées. Des facteurs de correction ont donc été appliqués.

Les principaux établissements recevant du public (ERP) les plus proches du site sont : une école et un collège à 315 m et 470 m au nord du site et une maison de retraite à 385 m à l'ouest. Les habitations les plus proches sont situées à 50 m du site.

Les principaux polluants rejetés par les installations et susceptibles d'avoir un impact sur la santé sont : le dichlorométhane (bandes plâtrées), le n-hexane (bandes adhésives à base essence), l'acétate de vinyle et l'acétate d'éthyle (bandes adhésives à base acrylique). Ces polluants sont peu solubles dans l'eau, avec un faible pouvoir d'absorption et se volatilisent rapidement : l'inhalation est donc la voie principale d'exposition.

Les scénarios actualisés sont les suivants :

Substances (Activité)	Fonctionnement normal (émissions annuelles totales)	Fonctionnement dégradé	Fonctionnement accidentel
Dichlorométhane (bandes plâtrées)	58,3 tonnes	Unité de traitement en fonctionnement à 90 % sur 8h	Déversement partiel de 5 m³ lors d'un dépotage
N-hexane (bandes adhésives à base essence)	62 tonnes	Unité de traitement à l'arrêt pendant 8h	Déversement partiel de 5 m³ lors d'un dépotage
Acétate de vinyle et acétate d'éthyle (bandes adhésives à base acryl)	18,5 tonnes	2/3 du flux lors du fonctionnement normal sur 24h	Non étudié (stockage en fûts)

Les hypothèses prises sont les suivantes : vents principaux de direction SO/NE à une vitesse moyenne de 4,5 m/s sur 3 cibles (sites industriels, quartiers d'habitation et écoles) situées entre 50 et 80 m du site.

Une vitesse de vent à 2m/s (faible donc majorante) a été prise pour les scénarios en mode dégradé et accidentel.

Concernant l'impact du projet, un nouveau scénario à partir du scénario global « dispersion essence » de l'étude de 2005 a été considéré. Ce scénario global ne distinguant pas les émissions essences des émissions acryl était majorant. Les effets à court terme n'ont pas pu être étudiés quantitativement (dû à l'absence de VTR aiguë) pour les scénarios liés aux émissions d'essences et aux émissions du nouveau produit.

Les conclusions de l'exploitant sont identiques à celles de 2005 :

- aucun effet chronique à seuil (ou non cancérigènes) n'est attendu lors des activités « bandes plâtrées » en mode normal et dégradé, ni pour les activités « bandes adhésives à base essence ou acryl » en mode normal,
- risque pour des effets à court terme lors d'un accident pendant le dépotage de dichlorométhane. En mesures compensatoires, l'exploitant propose de fixer un seuil maximal de dépotage de 12 tonnes par livraison.

Les effets à court terme n'ayant pas été quantifiés pour les substances n-hexane, l'acétate de vinyle et acétate d'éthyle (absence de valeurs toxicologiques de référence), l'inspection, sur demande de l'ARS, propose que les mesures prises pour prévenir le risque accidentel lié au dépotage et stockage du dichlorométhane s'appliquent également à ces substances.

A noter qu'actuellement l'essence (n-hexane) est livrée une fois par trimestre par camion de 30 m³ et il y a un compartimentage du camion en 10 m³. L'acétate d'éthyl et l'acétate de vinyle sont livrés en fûts de 200L. Selon l'inspection, ces mesures de conditionnement préviennent le risque accidentel : l'inspection propose de le prescrire.

3.7. Les conditions de remise en état

En cas de cessation, l'exploitant s'engage à évacuer les déchets, dépolluer les sols et sous sol en cas de pollution et démanteler les installations et bâtiments.

4. Prévention des risques accidentels

4.1. Description des installations et caractérisation de l'environnement

Le site est bordé par la rivière La Braye à l'est et au sud et par conséquent se trouve en partie dans le lit majeur de la Braye et dans une zone inondable par remontées de nappes en fiabilité forte.

Le site est situé dans une zone industrielle, néanmoins des habitations sont situées à 50 m au sud et au nord.

Une canalisation de gaz passe à 150m au nord/nord-est.

Selon les informations du dossier, étant donné la nature des activités exercées (usage de liquides inflammables), les risques principaux engendrés par cet établissement sont celui de l'incendie au niveau des stockages de matières et liquides inflammables, le risque d'explosion (par effet de surpression) et le risque de pollution de rivière (inondation ou déversement accidentel).

4.2. Identification, caractérisation et réduction des potentiels de dangers

L'identification des potentiels de dangers réalisée par l'exploitant est basée sur l'accidentologie, la dangerosité des produits, les quantités présentes et les conditions d'exploitation.

Les potentiels de dangers liés aux produits sont principalement dus à la présence de stockages de produits chimiques inflammables et autres matières premières (emballage, papier, carton). Pour la fabrication du nouveau produit, l'utilisation des substances ayant ces propriétés est probable.

Les potentiels de dangers liés aux équipements sont les broyeurs de caoutchouc, lors de la pesée des matières premières, les mélangeuses, les installations de traitement des COV (adsorbants, évaporateurs d'essence), les fours de fabrication des masses, local nettoyage des accessoires d'enduction, local de distillation des essences...

L'exploitant a étudié la réduction de ces potentiels dans l'étude de dangers, ce qui a permis d'identifier les mesures suivantes : bâtiments surélevés/avec seuil par rapport aux hauteurs du lit majeur, permis feu, interdiction de fumer, cuves et produits sur rétention, réduction des stocks, kits anti-pollution, et simplification des procédés.

Les phénomènes dangereux associés aux potentiels de dangers du site et les effets associés, sont donc les suivants :

- incendie des stockages de matières premières, emballages, fûts de liquides inflammables ou des installations de récupération des essences conduisant à des effets thermiques ;
- explosion lors de la fabrication des masses dans les pétrins, lors des phases d'enduction et de nettoyage du matériel, stockage des masses adhésives et des essences/DCM dans les cuves conduisant à des effets de surpression ;
- la dispersion de légionelles dans l'atmosphère suite à un mauvais entretien ou bras morts ;
- la pollution accidentelle du milieu naturel susceptible de se produire en cas de déversement de produits ou de marchandises se trouvant dans la rivière suite à une inondation ou lors du dépotage.

4.3. Accidentologie interne et externe au site

Le retour d'expérience des accidents passés sur le site réalisé par l'exploitant dans l'étude de dangers montre que l'incendie est susceptible de se produire lors des opérations de maintenance (2020 : maintenance sur la cuve de recyclage du dichlorométhane), défaut électrique (2011)...

Une pollution atmosphérique suite à une panne d'onduleur a eu lieu en 2013, des débordements de cuves, renversement de fûts ont eu lieu également en 2003.

Après analyse par l'exploitant, il en ressort que les accidents sont principalement liés à une erreur humaine ou une défaillance des équipements. L'accidentologie externe montre des défauts dans la gestion du risque.

4.4. Évaluation préliminaire et étude détaillée des risques

Le projet LEUKOTAPE est susceptible d'impacter :

- le local de stockage des produits inflammables
- le bâtiment d'enduction 1116

Dans le dossier l'exploitant a étudié des phénomènes dangereux non concernés par le projet.

L'évaluation préliminaire des risques puis l'étude détaillée réalisées dans l'étude de dangers conduisent l'exploitant à identifier 9 scénarios d'accidents possibles :

- scénario 4 : incendie sur le stockage de fûts de liquides inflammables dont le nouveau produit LEUKOTAPE
- scénario 6 : incendie de la zone de stockage des emballages produits plâtrés
- scénario 12 : explosion au niveau des pétrins pour la fabrication des masses (bâtiment 1110 et 1128)
- scénario 28 : explosion des cuves de stockage des essences
- scénario 29 : incendie au niveau de la rétention des cuves de stockage d'essences
- scénario 30 : incendie et UVCE de la zone de dépotage en cas de déversement accidentel
- scénario 41 : explosion au niveau de la cuve des adsorbants
- scénario 45 : explosion au niveau de condensation des essences
- scénario 48 : explosion cuve de distillations des essences.

Suite aux modélisations des distances d'effets, 5 scénarios majeurs dont les effets sortent du site ont été identifiés :

- scénario 4 : incendie sur le stockage de fûts de liquides inflammables dont le nouveau produit LEUKOTAPE
- scénario 29 : incendie au niveau de la rétention des cuves de stockage d'essences
- scénario 30 : incendie et UVCE de la zone de dépotage en cas de déversement accidentel
- scénario 41 : explosion au niveau de la cuve des adsorbants
- scénario 45 : explosion au niveau de condensation des essences

L'évaluation de l'intensité des phénomènes dangereux a été évaluée sans tenir compte des moyens d'alerte, de protection et d'intervention existants.

Tous les scénarios ont une cinétique rapide.

	Effets sortant du site	Effets domino
Scénario 4	Effets irréversibles (SEI) sur 21 m de	Bâtiments 1305 (magasin développement) et 1302

(effets thermiques)	chemin	(stockage matériel)
Scénario 29 (effets thermiques)	Effets irréversibles (SEI) au niveau de la Brayé	Bâtiments 1126 et 1119 (stockage des masses adhésives), lignes d'enduction 1112 et 1116, ligne de conditionnement 1109 et traitement d'eau
Scénario 30 (effets thermiques et surpression)	<p><i>Incendie</i> : SEI atteint une partie de parcelle au-delà de la Brayé (15 m²)</p> <p><i>UVCE/effets thermiques</i> : SEL et SEI sur une partie de parcelle au-delà de la Brayé (59 m² maximum)</p> <p><i>UVCE/surpression</i> : SEI sur une partie de parcelle au-delà de la Brayé (286 m²) et seuils bris de vitre (SEBV) sur plusieurs parcelles non habitées</p>	<p><i>Incendie</i> : bâtiments des lignes d'enduction (1112, 1109, 1108, 1116), stockage et distillateur essence (1120A et 1120B), bâtiments 1126 et 1119 (stockage des masses adhésives)</p> <p><i>UVCE/effets thermiques</i> : bâtiments des lignes d'enduction (1112, 1109, 1108, 1116, 1127), stockage et distillateur essence (1120A et 1120B), bâtiments 1126 et 1119 (stockage des masses adhésives), bâtiment 1117 (récupération des essences)</p> <p><i>UVCE/surpression</i> : NA</p>
Scénario 41 (surpression)	SEI sur 2 parcelles (573 et 579) soit 450 m ²	bâtiment des lignes d'enduction (1116), 1117 (récupération des essences), bâtiments 1118 et 1122 (stockage des masses adhésives)
Scénario 45 (surpression)	SEI sur 10 m ² de la parcelle 579	Tour aéroréfrigérante, bâtiment 1118 (stockage des masses adhésives), adsorbeurs de COV (1117)

La méthode de comptage des personnes exposées est celle indiquée dans la circulaire du 10 mai 2010.

L'exploitant caractérise les 5 scénarios ayant des effets sortant du site et en dehors de la parcelle appartenant à BSN de la façon suivante :

- les scénarios 4, 29, 30/incendie et 45 présentent un niveau de gravité modéré,
- le scénario 30/UVCE présente un niveau de gravité important pour les effets thermiques et sérieux pour les effets de surpression
- le scénario 41 présente un niveau de gravité sérieux.

Pour déterminer la probabilité, l'exploitant a pris les valeurs de référence indiquées dans le document guide de l'INERIS DRA 34 et le guide EDD GTLDI de 2008 (dépôt de liquide inflammable).

4.5. Caractérisation des différents phénomènes et accidents, tenant compte des mesures de prévention et de protection

L'exploitant a étudié pour chaque phénomène dangereux retenu, son intensité, sa probabilité, sa cinétique et sa gravité au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Il a hiérarchisé ces phénomènes à l'aide de la matrice gravité-probabilité (dite matrice MMR) définie dans la circulaire du 10 mai 2010. L'approche quantitative a été retenue.

L'exploitant a par ailleurs analysé les effets dominos possibles (effets entre les installations du site), il s'avère que les installations étant proches, les effets entre installations sont nombreux. Seuls les scénarios ayant des effets dominos sur les installations susceptibles d'être concernées par le projet sont reprises ci-dessous :

- le stockage des masses adhésives dans le bâtiment 1126 est atteint par plusieurs scénarios : explosion des cuves de distillation essence, incendie de rétention des cuves de stockage essence, incendie et UVCE de la zone de dépotage essence,
- le stockage des masses adhésives dans les bâtiments 1118 et 1122 est atteint par plusieurs scénarios : explosion au niveau des cuves des adsorbeurs, explosion des cuves de condensation,

- le bâtiment d'enduction 1116 est atteint par plusieurs scénarios : incendie de rétention des cuves de stockage essence, incendie et UVCE de la zone de dépotage essence, explosion au niveau des cuves des adsorbeurs.

L'analyse préliminaire a écarté les scénarios incendie/explosion sur les bâtiments des lignes d'enduction (1116) et de stockage des masses adhésives suites aux dispositions préventives et protectrices en place (détection incendie dans les zones de stockage), les zones d'effets en cas d'accident n'ont donc pas été modélisés.

Au final, les accidents majeurs pouvant affecter des personnes à l'extérieur du site, en tenant compte des mesures de maîtrise des risques, sont ainsi positionnés dans la matrice gravité-probabilité :

Gravité des conséquences	Probabilité (tenant compte des mesures de maîtrise des risques)				
	E	D	C	B	A
Désastreux					
Catastrophique					
Important	30 (UVCE/thermique)				
Sérieux		41 ; 30 (UVCE/surpression)			
Modéré	45		4 ; 29		

Niveaux de probabilité et de gravité : définis par l'arrêté ministériel du 29/09/05

Il n'y a pas de phénomène en zone de risque inacceptable (zone rouge).

Un phénomène est classé en zone intermédiaire (jaune), ce qui signifie que l'exploitant doit analyser toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus en termes de sécurité. A cet effet, l'exploitant a, dans son étude de dangers étudié les barrières de sécurité en place : la seule barrière de sécurité en place est la procédure de dépotage, c'est une barrière humaine qui a été analysée conformément au guide INERIS OMEGA 20, le niveau de confiance attribué est 1, passant la probabilité de D à E et rendant le risque tolérable. La zone de dépotage est reliée à une zone de rétention de 9300L qui fait l'objet de contrôle d'étanchéité.

Cinq phénomènes sont classés en zone de risque acceptable (verte).

Le tableau suivant présente les distances maximales pour chaque type d'effets (effets létaux significatifs, effets létaux, effets irréversibles) :

Référence	Intitulé	Zones d'effet	Type d'effet	Enjeux
4	Incendie rétention fûts produits inflammables	SEI (3kW/m²) = longueur : 22m largeur : 13 m	Thermiques	Chemin longeant le site (21m)
		SEL (5kW/m²) = longueur :14 m largeur : 8 m		Au sein du site
		SELS (8kW/m²) = longueur :7 m largeur : 5 m		Au sein du site
29	Incendie au niveau de la rétention des cuves de stockage d'essences	SEI (3kW/m²) = longueur : 25m largeur : 20 m	Thermiques	La Braye et terrain appartenant à BSN
		SEL (5kW/m²) = longueur :20 m largeur : 15m		Au sein du site
		SELS (8kW/m²) = longueur :15m largeur : 15 m		Au sein du site

30	Incendie de la zone de dépotage en cas de déversement accidentel	SEI (3kW/m²) = longueur : 30m largeur : 20 m	Thermiques	La Braye
		SEL (5kW/m²) = longueur : 25 m largeur : 20m		Au sein du site
		SELS (8kW/m²) = longueur : 20m largeur : 15 m		Au sein du site
30	UVCE de la zone de dépotage en cas de déversement accidentel	SEI (3kW/m²) = longueur : 35m	Thermiques	La Braye et une partie d'un champ
		SEL (5kW/m²) = longueur : 32 m		La Braye et une partie d'un champ
		SELS (8kW/m²) = longueur : 32m		La Braye
		SEBV (20 mbar) rayon = 90 m	Surpression	La Braye et champs
		SEI (50 mbar) rayon = 45 m		La Braye et une partie d'un champ
		SEL (140 mbar) = NA		Non atteint
		SELS (200 mbar) = NA		Non atteint
41	Explosion au niveau de la cuve des adsorbeurs	SEBV (20 mbar) rayon = 76 m	Surpression	La Braye et champs
		SEI (50 mbar) rayon = 38 m		La Braye et champs
		SEL (140 mbar) = 18 m		Au sein du site
		SELS (200 mbar) = 12 m		Au sein du site
45	Explosion au niveau des cuves de condensation	SEBV (20 mbar) rayon = 35 m	Surpression	La Braye et champs
		SEI (50 mbar) rayon = 18 m		La Braye
		SEL (140 mbar) = 8 m		Au sein du site
		SELS (200 mbar) = 6 m		Au sein du site

4.6. Principales mesures de maîtrise des risques et moyens d'intervention

Les principales mesures de maîtrise des risques identifiées par l'étude de dangers sont les suivantes :

- stockage : produits incompatibles stockés séparément, produits sur rétention
- gestion des inondations : bâtiment 1105-1110-1112-1116 et organes électriques surélevés par rapport à la hauteur du lit majeur, pas de stockage souterrain, fermeture des vannes sur site,
- mur coupe-feu 2h et porte coupe feu entre les bâtiments 1111 et 1112 et entre la partie conditionnement et enduction dans le bâtiment 1116 (bandes adhésives)
- ventilation forcée raccordée à un système de captage des vapeurs d'essence dans les salles de fabrication des masses (1128 et 1110) et by-pass asservi en cas de panne du ventilateur/déclenchement explosimètre,
- extinction CO2 manuelle ou automatique sur chaque pétrin (déclenchement de la détection manuelle dans le bâtiment 1110)

- explosimètres dans les salles de fabrication et d'enduction des masses (1128, 1110 et 1112), dans les salles de stockage des masses adhésives, dans le local de récupération essence et cuves distillation essences, stockage essence,
- détecteurs de niveau haut dans les cuves de stockage des masses adhésives et les cuves d'essence y compris pour les essences traitées (ainsi que niveau bas), analyse en continu des concentrations d'entrée des flux d'air chargés d'essence

L'établissement dispose par ailleurs des moyens de secours suivants :

- détection incendie dans plusieurs locaux à risques (stockage, pétrins...),
- réserve d'émulseurs de 2800L (implantation hors des zones d'effets thermiques),
- 1 équipe de 11 ESI,
- 14 RIA.

L'exploitant a dimensionné ses besoins en eaux dans son étude de dangers suivant la méthode suivante : application de la règle D9 utilisée par le SDIS aboutissant à un besoin en eau de 420 m³ pour deux heures d'intervention.

Pour disposer de cette ressource en eau, l'exploitant prévoit les moyens suivants :

- 3 poteaux incendie sur le site (poteau incendie près du magasin matière première ne pourra être utilisé en cas d'incendie de la zone concernée)
- 1 plateforme de pompage dans la Braye au sein du site (en cas d'incendie bande plâtrées),
- 1 plateforme de pompage dans la Braye située en aval du site à proximité des stockages essence et enduction des masses adhésives

L'exploitant devra solliciter le SDIS pour la réalisation d'une reconnaissance opérationnelle initiale des 2 aires d'aspiration.

En cas de sinistre, les besoins en confinement des eaux d'extinction ont été définis à partir de la règle D9A. En fonction de la configuration du site et de l'aménagement du terrain, 3 zones ont été définies. Les zones 2 (stockage des emballages et bandes plâtrées) et 3 (conditionnement et enduction des bandes plâtrées) ne sont pas impactées par le projet, seule la zone 1 est impactée par le projet (conditionnement des bandes adhésives). Le volume de rétention nécessaire pour cette zone est de 473 m³.

Pour disposer de cette capacité de rétention, l'exploitant prévoit la stratégie suivante :

- quai du bâtiment 1127 : 10 %
- bassin de rétention central de capacité de 504 m³ via la pompe de relevage équipée d'un siphon anti-flamme (capacité de 120 m³/h) : 75 % (310 m³), et via écoulement gravitaire : 6 % (25 m³)
- rétention du bâtiment 1128 : 9 % (37 m³)

L'exploitant devra formaliser la procédure de mise en œuvre de la stratégie de mise en rétention (y compris en dehors des heures ouvrées) et devra s'assurer que le volume de rétention du bassin doit être disponible en permanence.

Une procédure en cas d'incendie et/ou d'explosion est en place sur le site avec des fiches réflexes pour chaque zone à risque.

Initialement le site avait mis en place une stratégie de lutte contre l'incendie selon l'arrêté du 3 octobre 2010 au titre de la rubrique 1432 (seuil de l'autorisation atteint pour le stockage de liquides inflammables). A noter que le site est désormais soumis à déclaration pour le stockage de liquides inflammables, la stratégie n'est donc plus obligatoire, cependant les préconisations du SDIS de 2015 ont été prises en compte et des réserves d'émulseurs ont été mises en place.

4.7. Maîtrise de l'urbanisation

Certains scénarios ayant des distances d'effets sortant à l'extérieur du site, un document d'information sur les risques industriels (DIRI), en vue d'un porter à connaissance de la commune fera l'objet d'un rapport distinct par l'IIC.

5. Consultations réalisées pendant la phase d'examen

Conformément aux dispositions des articles R.181-18 à R.181-33, les consultations prévues pour la demande d'autorisation environnementale déposée ont été réalisées. Ces consultations, et leurs principales conclusions, sont listées dans le tableau ci-dessous.

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis
ARS	<i>R181-18</i>	Avis du 19/03/20 : Favorable mais demande mesures prises pour prévenir ou gérer le risque accidentel lié au dépotage et stockage du dichlorométhane s'appliquent également au n-hexane, à l'acétate de vinyle et à l'acétate d'éthyle
DDT		Avis du 20/04/20 actualisé le 7/8/20 : L'engagement de BSN à fournir une étude technique et économique sur la gestion des eaux pluviales relative à la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature eau dans un délai de 2 ans permettra de répondre aux remarques du 1 ^{er} avis
SDIS		Avis du 23/03/20 actualisé le 23/07/20 : Favorable avec mise en place d'une procédure de mise en œuvre de la stratégie de mise en rétention du site
SAGE Loir		Pas d'avis émis

6. Enquête publique et consultations des collectivités intéressées

6.1. Enquête publique

Conformément aux dispositions des articles R.181-36 et R.181-37 du code de l'environnement, une enquête publique a eu lieu sur le territoire de la commune de VIBRAYE du 7 décembre 2020 au 21 décembre 2020.

Un seul avis (maire de Champrond) a été déposé sous forme de courrier abordant plusieurs domaines (le porteur de projet ayant apporté ses réponses via le mémoire transmis le 7 janvier 2021). Aucune observation n'a été déposée sur le site des services de l'État en Sarthe ni sur l'adresse mail dédiée.

Le commissaire enquêteur a mis en avant les constats suivants :

- « le projet présenté aura un impact faible sur les surfaces imperméabilisées,
- les conclusions de l'actualisation de l'évaluation des risques sanitaires sont globalement inchangées à la suite de la prise en compte de l'augmentation de l'activité du site et de l'intégration d'une nouvelle fabrication,
- le projet présenté n'aura pas d'impact sur le volume de rejets aqueux,
- une étude de diminution du flux de rejets liquides de polluants est encours au sein du site en lien avec le service de l'inspection des installations classées,
- une étude hydraulique globale visant la maîtrise de l'impact du rejet dans la Braye des eaux pluviales du site est encours de présentation à la DDT,
- la mise en œuvre du projet aura un impact positif sur l'activité du site. ».

Au vu des différents éléments du dossier et des compléments apportés par l'exploitant, le commissaire enquêteur émet un **avis favorable** au projet, **assorti de deux réserves** :

- « BSN MEDICAL devra aboutir à la démarche de diminution des polluants dans les rejets liquides, démarche dont la conduite est précisée dans son mémoire en réponse ; elle permettra, entre autres objectifs, de contribuer au maintien de la qualité des eaux de la Braye, en particulier au travers de la suppression du dichlorométhane dans les rejets aqueux au 21/11/2021 »
- BSN MEDICAL devra, comme précisé dans son mémoire en réponse, réaliser l'étude technique et économique, assortie d'un échéancier des travaux, sur la gestion des eaux pluviales du site. »

6.2. Consultations du conseil municipal et des collectivités intéressées

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, une consultation du Conseil municipal de la commune de VIBRAYE, a été réalisée le 14 décembre 2020. Un **avis favorable** a été émis pour le projet présenté par BSN MEDICAL.

7. Propositions et conclusions de l'inspection des installations classées

7.1. Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances

L'enjeu du projet est l'émission de COV. Depuis l'autorisation initiale en 1999, les rejets du site en dichlorométhane sont passés de 155,8 tonnes à 18,71 en 2019 et de 180 tonnes à 51,45 tonnes en COV non spécifiques. Actuellement le site est autorisé pour un rejet de 10 tonnes de COV ne passant pas par l'unité de traitement (incompatibilité). En prenant en compte le projet, l'exploitant a estimé une évolution des rejets de COV ne passant pas par l'unité de traitement à 18,5 tonnes. L'évaluation des risques sanitaires a été mise à jour en prenant les hypothèses de rejets de 62 tonnes pour les COV passant dans l'unité de traitement et de 18,5 tonnes ne passant pas par l'unité de traitement, les conclusions indiquent que le projet n'apporte pas d'inconvénients supplémentaires pour la population. Un schéma de maîtrise des émissions est mis en place et permet de montrer que les émissions annuelles canalisées et diffuses sont respectées.

Les deux réserves émises (démarche de diminution des polluants dans les rejets liquides et étude technico-économique pour la gestion des eaux pluviales) par le commissaire enquêteur ont été prises en compte par l'inspection des installations classées et font l'objet de deux prescriptions dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé. Celles-ci répondent également à l'avis de la DDT.

Afin de répondre aux objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, un article encadrant les conditions d'exploitation en cas de sécheresse est présent dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ainsi qu'une actualisation du programme de surveillance des eaux (notamment l'ajout des substances dangereuses suite au positionnement de l'exploitant conformément à l'arrêté du 24 août 2017).

Des précisions sont apportées vis-à-vis de la prévention des risques accidentels en encadrant le dépotage du n-hexane, de l'acétate d'éthyle et de l'acétate de vinyle.





Une mise à jour de la prévention incendie, des moyens mis en œuvre et de la stratégie de mise en rétention du site est acté dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'avis du SDIS.

Le projet d'arrêté préfectoral a été envoyé à l'exploitant le 11 mars 2021. L'exploitant a transmis par mail du 24 mars 2021 des remarques. Ces remarques ont été prises en compte concernant les parcelles du site ainsi que sur l'autosurveillance des rejets aqueux (possibilité d'adapter le cadre de surveillance sous réserve de l'accord de l'inspection).

7.2. Proposition de l'inspection des installations classées et conclusions

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société BSN MEDICAL sous réserve de l'application, dans les délais impartis, des prescriptions ci-jointes proposées.

En application des articles R.181-39 et R.181-41 du Code de l'environnement, le préfet peut solliciter l'avis de la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur ce projet d'arrêté préfectoral.

<p>RÉDACTION</p> <p>L'inspectrice de l'environnement,</p>  <p>Marie TESTÉ</p>	<p>RÉDACTION</p> <p>L'inspectrice de l'environnement,</p>  <p>Émilie BRISORGUEIL</p>	<p>VÉRIFICATION</p> <p>L'inspecteur de l'environnement,</p>  <p>Sophie LAVIGNE</p>
<p>VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation La chef du Service des risques naturels et technologiques</p> <p>Adjointe au Chef du Service Risques Naturels et Technologiques</p>  <p>Sophie LAVIGNE</p>		

La réalisation d'un dossier de demande d'autorisation environnementale relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.